

Les leçons des printemps citoyens

A Barcelone et Madrid, des maires atypiques ont entamé, en 2015, un difficile travail de renouveau démocratique. Un laboratoire pour l'Europe, présenté parmi d'autres expériences internationales, dans un documentaire. A voir avant d'aller voter.

PAR OLIVIER MOUTON

C'est l'illustration, au niveau local, d'un vent citoyen qui souffle dans plusieurs pays d'Europe. Le 13 juin 2015, un tournant survient dans la vie politique espagnole. Aux élections municipales, des candidates citoyennes s'emparent de la mairie dans les deux principales villes du pays. A Madrid, Manuela Carmena, ancienne avocate et juge émérite du Tribunal suprême, l'emporte à la tête d'une liste baptisée Maintenant Madrid, soutenue par Podemos, lui-même émanation de mouvements citoyens. A Barcelone, Ada Colau Ballano devient maire avec le soutien d'une plateforme citoyenne créée au départ de son association luttant pour les personnes affectées par la crise immobilière, qui a ravagé le pays. Depuis la tribune, cette dernière harangue la foule : « La crise n'est pas seulement économique et sociale, elle est avant tout politique et éthique. Car des gouvernements ont préféré secourir les banques plutôt que les personnes. »

Ce basculement historique de Madrid et Barcelone constitue l'un des nombreux exemples recensés par Ryslaine Boumahdi dans son documentaire *Printemps citoyen*, désormais disponible en vidéo à la demande (1). En une heure et vingt minutes, cette journaliste indépendante nous emmène dans plusieurs pays – l'Espagne, donc, mais aussi l'Islande, les États-Unis, la France ou l'Argentine – pour présenter des initiatives désireuses de renouveler nos démocraties minées par une crise de confiance de plus en plus profonde avec les citoyens. Le film a des petits airs de *Demain*, le documentaire devenu culte de Cyril Dion et Mélanie Laurent. « Ce travail est le fruit d'une démarche personnelle, explique, au Vif/L'Express, la réalisatrice. Je faisais partie de ces gens à la fois critiques au sujet du fonctionnement actuel de la politique et désireux de s'impliquer. J'ai voulu aller plus loin, chercher des solutions susceptibles d'être appliquées partout. » Pour dépasser le stade de la simple indignation.

La genèse de ce *Printemps citoyen* se situe au début de la décennie. En 2010, Stéphane Hessel publie un best-seller inattendu, sous la forme d'un message à la jeunesse : *Indignez-vous !* Au même moment débute en Tunisie le Printemps arabe, qui connaîtra des fortunes diverses selon les pays. « J'étais au Maroc à ce moment-là, raconte Ryslaine Boumahdi. Il y a eu un mouvement de moindre ampleur, avec un changement de la Constitution, mais sans que le peuple ne soit consulté. » Partout, les effets de la crise engendrée par le krach financier de 2007-2008 se font ressentir et commencent à provoquer des secousses politiques : les Indignés, Nuit debout... « Ces mouvements s'ancrent dans deux réalités fortes, souligne, dans le film, Loïc Blondiaux, professeur de sciences politiques à la Sorbonne, à Paris. La première, c'est que les gouvernements dits représentatifs ne prennent plus en compte l'intérêt général, mais se préoccupent davantage de celui de certaines catégories de la population. La deuxième, c'est qu'une fraction de citoyens est désireuse de participer pleinement à la politique. Pour l'instant, cela reste une minorité, mais elle est extrêmement bruyante. »

Expérience espagnole

Désireuse d'en rendre compte, la réalisatrice se lance dans la recherche de financements

et, de guerre lasse, décide finalement de s'autoproduire. Une confirmation d'un constat, amer : la remise en question des règles de la démocratie n'est pas facile. Dans son documentaire, finalisé au printemps 2017, la journaliste s'intéresse longuement à l'expérience espagnole, qui s'avère être un laboratoire édifiant à l'heure où l'on se prépare à voter en Belgique pour les élections communales. « Cela témoigne du fait que l'on peut changer les choses, même lorsque le système semble être trop complexe et verrouillé, illustre la journaliste, aujourd'hui installée à Barcelone. Ada Colau Ballano a pris des mesures fortes pour refaire de la distribution d'eau un service public, construire des logements sociaux et lutter contre les expulsions, mettre en place des comités de quartiers pour rapprocher le pouvoir des gens ou ouvrir aux citoyens l'élaboration du plan municipal.

Mais après trois années de mandat, ils sont de plus en plus nombreux à considérer que le changement promis ne se concrétise pas assez vite. » Dans neuf mois, lors du prochain scrutin municipal, la maire citoyenne devra notamment faire face à la rivalité... de l'ancien Premier ministre français, Manuel Valls, qui a annoncé sa candidature dans la ville, soutenu par Ciudadanos, à l'origine, une autre émanation partielle de mouvements citoyens.

« Récupérer la démocratie »

Au début du film, les responsables de la participation citoyenne au sein des mairies de Barcelone et Madrid expriment leur volonté de faire de l'Espagne l'un des pays les plus démocratiques au monde. « C'est un moment ouvert aux changements dont on a besoin », entend-on d'un côté. « Nous avons commencé à récupérer la démocratie qui était séquestrée par les lobbies, déclare-t-on de l'autre. Le gouvernement des villes est l'endroit naturel pour entamer la refondation démocratique. » Conscients de la difficulté de la tâche, ces nouveaux pouvoirs affirment se fixer des objectifs très concrets pour « provoquer une transformation et une prise de pouvoir par la société ». Ils veulent changer les mécanismes de décision, introduisent de nouveaux modes de consultation de la population et mettent en place des budgets participatifs grâce auxquels les habitants peuvent décider eux-mêmes des projets à concrétiser. C'est ainsi, par exemple, que l'un des principaux lieux publics madrilènes, la plaza de España, s'est dotée d'un nouveau visage.

Révolutionnaire ? Pas encore. Car cette volonté de changement est contrecarrée par les autres niveaux de pouvoir ou par les milieux économiques. « Nous savions que nous allions être attaqués, précisent les responsables madrilènes. La seule question que l'on se posait, c'est comment. Nous avons dû faire face à un matraquage médiatique et judiciaire. Ils n'arrêtent pas de déposer plainte contre nous. Et l'accès aux grands médias nous est extrêmement difficile. » Cela fait écho au dossier que Le Vif/L'Express avait consacré aux obstacles rencontrés par les mouvements citoyens chez nous (*numéro du 6 septembre dernier*).

Printemps citoyen s'attache aussi à décoder l'exemple islandais, où une assemblée de 25 citoyens tirés au sort a rédigé une nouvelle Constitution à la suite de la débâcle bancaire, mais où des accusations d'évasion fiscale ont, depuis lors, fait démissionner un Premier ministre. Il s'attarde aussi sur les

exemples de ce professeur d'université américain qui a mené campagne pour sortir l'argent de la politique ou de ce mouvement argentin soucieux de changer les mœurs des dirigeants. Un objectif commun à tous : *hacker* le système politique. Tous aspirent à démultiplier la participation des citoyens entre les élections, à profiter des possibilités offertes par les nouvelles technologies ou à rendre plus transparent le processus décisionnel. En toile de fond cette phrase de l'ancien Premier ministre français Pierre Mendès France : « La démocratie est d'abord un état d'esprit. » 

(1) www.printempscitoyenlefilm.com